Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

La détresse du politique

par Julien FREUND

Professeur de sociologie
à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg.

*

à Paul M.G. Lévy

La politique n'est plus à inventer. Que de régimes qui entendaient faire une politique inédite, parce qu'elle serait enfin humaine, juste, transparente, pacifique et libre, et qui ont été le plus souvent plus despotiques, plus impitoyables et plus sanguinaires que les gouvernements qu'ils avaient renversés. Fidel Castro n'en remontre en rien à Battista et les camps de Sibérie du régime soviétique sont plus atroces que ceux de l'époque tsariste. Paradoxalement, ce sont les pouvoirs les plus monstrueux qui ont suscité au départ l'enthousiasme le plus délirant et les espoirs les plus grands. Il y a une pesanteur du politique, ce qui veut dire que les formes et méthodes de gouvernement sont assez réduites en nombre. Celui qui s'écarte de la voie ordinaire sous prétexte d'instaurer la « véritable » liberté ou égalité s'égare en général dans la persécution et le crime. Les dictatures se ressemblent elles aussi et leurs méthodes ne varient guère d'un système à l'autre : prison et camp pour délit d'opinion, déportation, échafaud pour les opposants qu'on estime dangereux, terreur pour tous. A peine eût-il conquis l'Alsace qu'Hitler interdit le port de toute coiffure française. Face à l'irréductibilité des habitants de cette province il projeta de les transplanter dans l'Est pour les remplacer par une population plus allemande et plus docile. A peine arrivé à Strasbourg comme représentant du peuple, Saint-Just fit la proclamation suivante : « Les citoyennes de Strasbourg sont invitées à quitter les modes allemandes, puisque leurs cœurs sont français ». Et il songea lui aussi à déporter la population autochtone dans l'intérieur du pays pour peupler Strasbourg de patriotes et de sans-culottes parisiens. Travail fastidieux que celui de comparer les procédés des dictatures, qu'elles soient de droite ou de gauche : ils sont toujours les mêmes.

Seules les utopies construisent des régimes politiques parfaits, mais cette perfection est elle-même sujette à caution puisqu'elle diffère d'une utopie à l'autre, du fait que les principes de départ sont chaque fois diffé-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

rents. Parce qu'il y a une rivalité même à propos de la perfection, il est plus que probable que les hommes ne s'entendront jamais sur les mérites des régimes chaque fois existants, de sorte que la politique maintiendra ses droits. Du moment qu'elle est l'activité organisatrice de la société, il est normal que le pouvoir soit l'objet de la compétition entre tous ceux qui rêvent d'instaurer un ordre nouveau, soit par des réformes et des modifications de structures, soit par une révolution inspiratrice d'un nouveau principe d'organisation. En effet, on ne voit pas comment on pourrait transformer la société en se passant de la politique. Cette thèse est à la base de mon ouvrage sur *L'Essence du Politique.* Non point que la société ne se modifierait pas insensiblement sous l'action de l'économie, de la religion ou de la technique, mais son principe d'organisation est nécessairement politique. Or, c'est ce que contestent, semble-t-il, un nombre toujours plus important d'intellectuels ou de prétendus réformateurs sociaux. Il s'agit essentiellement de pacifistes, d'anarchistes et de chrétiens, en particulier de groupes de prêtres et de pasteurs, dont on aurait tort de mésestimer l'influence pour autant que notre mentalité reste largement imprégnée de christianisme.

Sans doute a-t-il toujours existé des formations marginales qui ont cru à un possible bouleversement social en dehors des voies de la politique. Ce qui est nouveau, c'est qu'elles ont réussi à exercer une action sur des couches toujours plus importantes de la société, en particulier dans les jeunes générations. Le phénomène était à peine perceptible il y a une ou deux décennies, mais il s'est accentué, et de façon assez caractéristique, depuis les événements qui se sont déroulés en 1968. On assiste à une sorte de lente décrépitude des opinions proprement politiques. Le diagnostic peut se formuler ainsi : on ne se bat plus guère au nom d'une politique déterminée contre une autre, c'est-à-dire comme naguère pour un régime ou un parti contre un autre, mais plutôt contre la politique comme telle. La lutte n'est plus interne au jeu politique, au sens où des opinions divergentes, fondées sur des organisations politiques rivales, s'affrontent sur la constitution, la valeur respective des régimes ou sur la nature de la justice sociale, mais on pense et on agit contre la politique comme entité, parfois de façon paradoxale avec les moyens de la politique. On ne s'embarrasse pas de la contradiction. Ce que l'on vise, c'est en quelque sorte la suppression de la politique comme activité. Cette attitude ne manque pas de dérouter ceux qui ont participé aux luttes anciennes et qui continuent à penser dans les catégories proprement politiques. A vrai dire, la plupart d'entre nous n'essaient même pas de prendre conscience du changement intervenu; ils se contentent de hocher la tête pour indiquer qu'ils ne comprennent plus ce qui se passe, sans essayer d'analyser la mentalité nouvelle.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

Ce que j'appelle détresse du politique, c'est cette dégradation de l'opinion proprement politique, comme si elle était minée par une force qui agit souterrainement pour subvertir le politique et le faire éclater. La question à poser est celle-ci : S'agit-il d'un mouvement entretenu artificiellement par des stratèges qui espèrent parvenir au pouvoir en cassant le jeu habituel de la politique et en engourdissant les esprits pour mieux imposer leurs vues par la suite ou au contraire d'un drame intérieur à la politique qui, bien qu'il soit lié aux transformations des mentalités, a son origine dans la politique même, dans l'apparition de nos jours d'une impuissance à accomplir sa tâche propre ? J'incline vers la seconde hypothèse. Je ne mésestime cependant nullement la première, mais il faut remarquer que la subversion n'est pas un phénomène nouveau, même si elle innove de nos jours ses procédés. A tout prendre la première hypothèse se ramène malgré tout au jeu classique de la politique qui a toujours utilisé les voies détournées et secrètes de la ruse. Ce qui me frappe, c'est que la détérioration du climat politique s'accompagne justement de la misère de l'opinion qui cherche une solution aux difficultés de la société par des voies qui ne sont pas étrangères, mais directement hostiles à la politique. J'essaierai d'abord d'analyser cette décrépitude de l'opinion politique pour mettre en évidence ses incertitudes, ses confusions et ses déchéances; j'étudierai ensuite les raisons de cette altération pour montrer qu'elle est liée au développement même de nos sociétés et enfin je tirerai quelques conséquences de ce nouvel état de choses.

*
* *

On le sait, les apparences sont trompeuses. Toutefois il faut commencer par les décrire pour pouvoir déterminer ce dont elles sont le signe. La dégradation de l'opinion politique n'est pas assimilable à une indifférence à la politique. L'indifférent laisse faire et abandonne à d'autres le soin de s'intéresser activement à la chose publique (dont en général il ne mésestime pas l'importance), mais il préfère s'adonner à une autre activité, par exemple scientifique, esthétique ou pédagogique, soit qu'elle lui apporte plus de satisfaction personnelle, soit qu'il considère que les valeurs qu'elle sert sont supérieures à celles de la politique. L'indifférence, qui a toujours existé dans tous les milieux et subsistera sans doute aussi à l'avenir, se marque en général par l'absence d'une opinion politique caractérisée. La tendance nouvelle manifeste au contraire un acharnement non dénué de mauvaise foi à dérégler tout jeu politique et à saper le principe même de toute politique, à savoir l'autorité. Le rôle de Sartre fut, quoi qu'on en dise, déterminant en ce domaine, car il a marqué directement ou indirectement toute une génération de jeunes professeurs de philosophie, dont l'influence diluée s'exerça à son tour sur de nombreux élèves. Il vaut la

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

peine de s'arrêter au comportement de Sartre parce qu'il constitue le cas le plus spectaculaire de la tendance à s'engager politiquement contre la politique.

Tout le monde sait qu'il n'a montré qu'assez tardivement de l'intérêt pour la politique, mais une fois engagé il le fit avec beaucoup de bruit, d'abord en créant un éphémère rassemblement révolutionnaire, ensuite en donnant son appui, mais non son adhésion, au parti communiste, tout en lui reprochant de ne pas agir avec assez d'efficacité. Les événements de 1968 révélèrent Sartre à lui-même, qui cherchait jusqu'alors sa voie. Son attitude actuelle explique, me semble-t-il, tout ce qu'il y avait de latent dans ses incohérences antérieures, ses emballements successifs et ses ruptures. On s'est souvent demandé si Sartre comprenait vraiment le phénomène politique. Question vaine ! Il n'a jamais voulu le comprendre. Non seulement ses exagérations verbales trahissent chez lui l'absence de toute conviction politique, mais il n'a jamais cru à la sincérité de telles convictions, tout simplement parce qu'il n'a jamais eu de véritable opinion polittique. Son récit autobiographique *Les Mots* le confirme aussi bien par ce qu'il y dit que par ce qu'il dissimule, et cela dès la première page consacrée à son ancêtre, l'instituteur Schweitzer. Il est et il a toujours été un être farouchement hostile à la politique. Toute opinion politique suppose qu'on adhère à un objectif politique précis, que ce soit un programme, une doctrine ou éventuellement un parti — ce qui n'est pas le cas de Sartre. Son engagement au service des causes qu'il a défendues successivement a toujours été d'autant plus furieux, du moins en paroles, qu'il n'y croyait pas lui-même, comme si par ses insultes, son langage outrancier et volontiers insolent il voulait se persuader lui-même qu'elles n'étaient pas futiles. Quel crédit accorder à ses « sorties » qui prennent prétexte des situations les plus anodines ou des manifestations de routine des organisations de gauche pour grossir démesurément leur signification à force d'outrages et d'invectives contre la bourgeoisie, le capitalisme et l'impérialisme ? Leur sens réside dans la gratuité même des injures : c'est la politique comme telle qu'il vise consciemment ou inconsciemment. Il s'agit pour lui de la disloquer en tant qu'elle est principe d'organisation de la société. On chercherait en vain dans la *Critique de la raison dialectique* ou les autres écrits une théorie politique. En effet, une telle construction suppose tout d'abord qu'on adopte une attitude positive devant la politique (une théorie scientifique n'est pas dirigée contre la science, mais elle s'inscrit dans le développement de cette activité), mais aussi le souci d'établir des relations cohérentes entre les phénomènes ou les actions analysées. Ce que l'on trouve dans l'ouvrage de Sartre, c'est plutôt une dissolution de la politique dans la « praxis » individuelle, médiatisée dans les cas favorables par les « groupes en fusion » ou groupuscules orientés vers la décomposition de la

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

société — ces groupes n'étant que des conjurations puisqu'ils sont soumis au régime de la terreur interne. Sans doute y a-t-il chez Sartre une impossibilité théorique à comprendre le politique. Elle a sa source dans sa conception de la société comme « série » : la « structure de sérialité est le type fondamental de la socialité » (1). Le fait est que la philosophie de Sartre est résolument terroriste et, comme toute pensée de ce genre, elle s'exprime matériellement par des provocations. De ce point de vue il fut l'initiateur du courant qui s'est imposé dans certaines Universités au lendemain de 1968, certes en dehors de son action directe, mais par l'influence intellectuelle qu'il a exercé. Le terrorisme se caractérise par le fait qu'il cherche à bloquer le jeu politique normal dans la mesure où il traduit l'activité non en termes d'oppositions, mais de négations. Il y a toujours une issue là où des oppositions se combattent, il n'y en a plus dans un monde de pures négations, car, dans ce cas, comme Sartre le souligne, la dialectique « doit se donner elle-même comme une intelligibilité indépassable » (2). Aussi bien n'a-t-il jamais été qu'un passionné du néant, en philosophie comme en politique. Autrement dit, la logique de son attitude le conduit à ne penser la politique qu'en termes de négation et d'anéantissement.

Il s'agit donc de toute autre chose que de la méfiance à l'égard du politique. De tout temps, à gauche comme à droite, on a essayé de limiter le pouvoir et même on a considéré l'activité politique comme une activité inférieure, parfois moralement pernicieuse et socialement dangereuse. La liste est longue des auteurs qui, de Montesquieu et des Libéraux jusqu'à Alain, ont prétendu limiter le rôle de la politique. En tout cas, c'est une idée politique que celle qui cherche à borner son champ d'action, à modérer et équilibrer les pouvoirs. La mentalité nouvelle se propose quelque chose de différent : désoler le politique, le désorganiser par plaisir subversif dans l'espoir de le supprimer, sous prétexte qu'il serait sans signification. Le libéral reconnaît la nécessité du pouvoir, bien qu'il soit soupçonneux à son égard, et essaie d'organiser la société en conséquence. Pour de nombreux gauchistes d'aujourd'hui il faut au contraire l'anéantir pour permettre à la société de s'organiser spontanément d'elle-même. Il s'agit donc moins d'une opinion réellement politique que d'une attitude plus ou moins raisonnée, souvent incohérente comme l'utopie sur laquelle elle se fonde. Tout doit être saisi sous forme de « projet », qui reste indéterminé et confus, mais qui pourra éventuellement se définir à la rigueur une fois que l'homme sera désaliéné, qu'il se sera « réalisé » à la suite d'on ne sait quels choix, destructurations, révolutions, libérations et déréalisations. Une pensée aussi vague ne peut que donner naissance à une action tout aussi

(1) SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, 1960, p. 383.
(2) *Ibid.*, p. 132.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

désordonnée, où, sous prétexte de tactique savante, on se livre à des provocations sans rime ni raison, pour ridiculiser le pouvoir ou le mettre en fâcheuse posture devant une certaine opinion publique. Le fait est qu'une fraction assez importante de journalistes tombe dans le panneau, à moins que leur sympathie ne soit acquise d'avance à ce genre de procédés. On pouvait croire au départ que le phénomène se limiterait à quelques cercles marginaux, comme il en a toujours existé en milieu intellectuel, pour lesquels la violence sporadique et l'agressivité verbale tiendraient lieu d'héroïsme. Ne se plaisaient-ils pas dans leur propre désorganisation interne qu'accroissaient encore les excommunications réciproques pour des questions de mots ou de virgules ? Certes ils provoquaient des scandales, mais ils prêtaient davantage au sourire qu'à l'indignation. Il faut constater que si les activistes de cette tendance sont peu nombreux, en revanche le mouvement de pensée dont ils se réclament fait tache d'huile. Des esprits toujours plus nombreux sont ébranlés, en particulier ceux qui estiment qu'il faut penser en termes d'avenir, bien qu'ils ne sachent pas ce qu'il faut entendre par là. En tout cas ils acceptent insensiblement la nouvelle conception de l'idéologie et de l'utopie qui tend à corrompre la notion même d'opinion politique.

On a souvent critiqué Raymond Aron d'avoir annoncé prématurément et de façon inconsidérée la fin de l'âge des idéologies. Pourtant il n'a pas eu tort, si l'on veut bien considérer que le concept d'idéologie a pris une signification nouvelle. En effet, cette notion n'a de sens politique que si elle a un contenu déterminé servant de support polémique à des groupes rivaux définis, ce qui suppose la présence d'une *pluralité* d'idéologies qui se combattent. Elle n'est politique qu'à la condition de se soumettre aux règles du jeu politique de l'ami et de l'ennemi. De nos jours on la conçoit de moins en moins ainsi, puisqu'on en fait une notion générale unique qui rendrait raison de tout. On prétend la découvrir partout et on y réduit tout, aussi bien la sociologie que d'autres sciences, mais aussi la pédagogie, l'art et toutes les autres activités. Or, dès qu'elle signifie n'importe quoi, au sens où l'on proclame que tout est idéologie, elle perd toute signification spécifique par rapport aux autres aspects de la conceptualisation, puisqu'elle prétend les englober. Du même coup elle perd également toute signification polémique. Si elle ne se distingue plus des autres formes de pensée et qu'on prétend même y ramener une théorie scientifique dont la validité dépend de critères internes à la science, elle devient un concept si général que son universalité la prive de tout contenu caractérisable, — une sorte de fatras obscur où tout est juxtaposé dans une confusion telle que personne ne s'y retrouve. Il s'agit donc bien de la fin *des* idéologies, entendues comme notions politiques. Cette nuit de l'idéologie où plus rien n'est distinct ni déterminable permet évidemment de dresser toute une nécrologie : la mort

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

de la philosophie, celle de Dieu, de la morale, de la politique, etc. Il ne subsiste qu'un chaos conceptuel qui permet de dire n'importe quoi, chaque mot signifiant la même chose qu'un autre. Une opinion politique au contraire implique une différenciation des valeurs, qu'elle soit d'ordre hiérarchique ou autre, sinon il n'est plus possible de mettre en évidence les antagonismes et les divergences qui nourrissent la lutte politique. Là où l'on ne croit plus à rien parce que tout se dissout dans le brouillard idéologique, il n'y a plus de place que pour une agressivité lugubre qu'exaspère une angoisse ombrageuse et non pas pour un combat politique conscient de ses objectifs et sachant désigner son ennemi. Que signifie encore la notion d'ennemi quand elle s'étend à des abstractions comme l'économie, la morale, la religion ou la politique ? En réalité, la politique ne peut être en elle-même son ennemi puisqu'elle naît et se développe précisément dès qu'une inimitié surgit entre des groupes et des collectivités.

La dégradation de l'opinion politique s'accentue encore davantage quand la généralisation idéologique verse dans l'utopisme. Il s'est opéré à propos de l'utopie une modification dans la signification assez analogue à celle que nous avons indiquée à propos de l'idéologie. Dans son sens premier l'utopie était un genre littéraire qui tenait à la fois d'un procédé de l'écriture que d'un mode de pensée typique. En tant que pensée d'évasion son rapport avec la politique était assez ambiguë. En effet, les utopies caractérisées présupposaient en général le problème politique comme résolu. Qu'elles soient anciennes comme celles de Théopompe, d'Evhémère et de Jambule ou modernes comme celles de Th. Morus, Campanella et Vairasse jusqu'aux plus récentes de Lytton, de Bellamy ou de Hertzka, les institutions y sont à ce point excellentes, l'économie et la vie sociale si parfaitement règlées et équilibrées, qu'il n'y a plus de difficultés, plus de conflits et partant plus de divergences d'opinion. Sans entrer dans le détail de la construction utopiste pour examiner sa manière de procéder, soit par inversion des habitudes et des comportements ordinaires de notre expérience réelle, soit par extrapolation de certains traits ou aspects de notre existence qu'elle considère comme bons en excluant tout ce qui peut passer pour mauvais et imparfait, elle se donne au départ le bonheur complet sur la base d'une uniformité obtenue en général par l'éducation que la nature ne contrarie jamais. Il s'agit presque toujours d'un monde à part, isolé et autarcique, sans contact avec d'autres Etats. Du moment que par définition les hommes y sont sages et vertueux, les institutions ne peuvent qu'être à leur image. Aussi va-t-il de soi que les tribunaux, l'armée ou la police y sont inutiles. Personne ne songe à se révolter, à faire une révolution ni même à changer de régime. Aussi un tel statisme social ne se maintient-il que parce que théoriquement on a exclu la rivalité des opinions et des doctrines politiques et sociales. Ainsi conçue, l'utopie

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

n'était qu'indirectement une opinion politique, dans la mesure où grâce à la comparaison avec l'Etat idéal elle apparaissait comme une critique des conditions existantes, de l'injustice et de l'absurdité de certaines institutions. En même temps, il est vrai, elle portait l'espoir d'une société meilleure. Elle était donc politique par la protestation qu'elle représentait, encore que parfois elle ait pu animer une volonté politique réformatrice et orienter un dessein politique déterminé, dans le cas par exemple de Platon, de Fourrier, d'Owen ou de Cabet. En tant que telle elle n'était pas une négation de la politique, puisqu'elle reconnaissait la nécessité d'une organisation de la société, sauf que la politique qu'elle préconisait ignorait les prétendus vices de celle dont nous avons l'expérience.

A la suite des critiques marxistes contre le socialisme utopique l'utopisme contemporain a rompu avec les propositions plus ou moins fantaisistes des auteurs d'autrefois, mais en même temps il a cessé d'être un jeu de l'esprit pour devenir un élément du dynamisme politique par l'adhésion aux doctrines qui se faisaient, au nom de la philosophie de l'histoire, les apôtres d'une nouvelle société considérée non plus seulement comme souhaitable mais comme possible. Elle est devenue ainsi le soutien d'une opinion politique décidée à triompher des adversaires de la société vers laquelle on s'acheminerait, sans que l'on puisse cependant la décrire à l'avance, étant donné que le développement des rapports de production serait appelé à lui donner sa véritable figure. Avec la diffusion, suivie d'une vulgarisation, du marxisme comme mode de pensée philosophique dominant, l'utopie est devenue pour beaucoup d'intellectuels une simple projection de leurs désirs et ils la vivent comme leurs désirs, c'est-à-dire finalement comme une pensée réalisée. C'est la nouvelle représentation de l'utopie qui s'exprime en particulier dans les écrits d'Ernest Bloch et de Herbert Marcuse (3). Ce dernier par exemple parle de la fin de l'utopie. Il entend par là que ce qui paraissait utopique ne l'est plus, c'est-à-dire que les forces de transformation de la société en une société entièrement libre sont présentes et que « si elles n'agissent pas, c'est à cause de la mobilisation totale de la société établie contre la possibilité de sa propre libération » (4). L'irréalisable n'est donc plus ce qu'il est impossible de réaliser, mais ce qui ne s'est pas encore réalisé dans l'histoire, bien qu'il y soit présent. Le possible est le réel. Ce que nous continuons d'appeler le réel n'est qu'une situation dépassée et il n'est utopique que parce que nous refusons de le voir. L'utopie devient ainsi une dimension de notre expérience, une catégorie ordinaire de la pensée en général, une forme générale

(3) Ernst BLOCH, *Das Prinzip Hoffnung,* Francfort, 1959 et H. MARCUSE, en particulier dans *La fin de l'utopie,* Paris, 1968.

(4) *La fin de l'utopie,* p. 10.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

de notre conscience et même une manière d'être. Elle cesse de constituer un objectif déterminable, puisque, en acquérant l'épaisseur du vécu, elle perd son caractère prospectif et anticipateur. Elle n'est plus une éventualité, car nous serions tous des utopistes.

Certains traits de l'ancienne utopie subsistent malgré tout dans la nouvelle façon de voir, en particulier le procédé de l'inversion. C'est ainsi que Marcuse, tout en affirmant que l'utopie ne constitue plus un horizon, mais se trouve intégrée à notre manière habituelle de penser, déclare que la société libre dont elle est la figure ne se laisse concevoir « autrement que sous la forme de la négation *déterminée* de la société existante » et qu'« on ne peut tout de même pas concevoir que cette négation soit purement et simplement l'ancien système sous une défroque nouvelle » (5). Par conséquent elle constitue une rupture totale avec tous les types de sociétés connues. Quand on sait avec quelle force Marcuse dénonce la répression et même la sur-répression qui serait liée à la politique et en fin de compte la relation d'autorité qui constitue l'essence même de la politique, on ne s'étonnera pas s'il n'envisage la société libre de l'utopie que comme libérée de toute politique. Autrement dit, chez lui aussi la négation de la société existante entraîne celle de la politique, l'idéologie étant la force capable de provoquer son anéantissement. Tout comme Sartre il ne recule pas devant un régime de terreur, sous la forme d'une dictature éducative exercée par une « élite », celle des « spécialistes de la libération » (6).

Que signifie l'hostilité à la politique comme telle ? En tant que la politique est l'activité organisatrice de la société afin de comprimer la violence et d'instaurer un ordre aussi équitable que possible pour tout le monde, le refus de la politique n'est qu'un retour à ce que Hobbes appelait l'état de nature, dans lequel les individus et les groupes exercent au nom du droit naturel et en dehors de la contrainte d'une autorité transcendante la terreur les uns contre les autres, suivant un rapport de forces momentané, puisque les groupes peuvent se disloquer et se reformer au hasard des impulsions et des intérêts immédiats. Il s'agit donc du règne de la violence libre. Sartre, Marcuse et tous les autres gauchistes sont parfaitement conscients de ces conséquences puisqu'ils justifient tous la violence, Marcuse invoquant même directement le « droit naturel » contre le « droit positif » institué par les unités politiques (7). Si jamais nous l'avions oublié, les événements les plus récents nous le rappelleraient : toute spontanéité sociale conduit inévitablement à l'arbitraire de la violence. Il y a

(5) *Ibid.*, p. 28.
(6) *Ibid.*, p. 101.
(7) *Ibid.*, pp. 49 et 75.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

comme une logique interne entre l'idéologie, l'utopisme et la terreur ou violence. La justification de l'une de ces notions entraîne celle des autres. L'expérience humaine générale et toute l'histoire nous permettent d'en prévoir les conséquences : tyrannie de minorités informelles, justice expéditive sans respect d'aucune procédure, suspicion généralisée, confiscations arbitraires au lieu d'impôts réguliers, etc.

Le nouveau courant a trouvé un renfort notable grâce à l'appui de nombreux journalistes, mais aussi grâce à l'adhésion d'un nombre assez considérable d'ecclésiastiques, qu'il s'agisse de prêtres ou moines catholiques ou de pasteurs protestants, ainsi que les divers groupes, communautés et cercles qu'ils dirigent ou dont ils sont les « animateurs spirituels ». Ils y apportent le fanatisme qui caractérise le cléricalisme de tout bord, qu'il soit de droite ou de gauche, quand il se met au service des causes temporelles. Sous prétexte de réformer les églises, de régénérer l'esprit religieux pour l'adapter à notre temps, ils tombent dans le travers qu'ils ne cessent de dénoncer à propos de l'ancienne mentalité ecclésiastique : la politisation. A la différence cependant de leurs prédécesseurs qui étaient les servants de l'ordre chaque fois établi, ils se prétendent révolutionnaires et, sous le couvert de transformer la religion, ils entendent avant tout bouleverser la société, congédier le politique, comme si le renouveau religieux devait jaillir de la révolution temporelle. Ils croient trouver la justification de leur action dans l'Evangile — que pour les besoins de la cause ils baptisent d'écrit révolutionnaire — et dans les attitudes de l'Eglise primitive. Emportés par leur zèle ils donnent dans toutes les confusions de l'esprit contemporain; ils inventent de nouvelles théologies, celles du travail, de la révolution et autres absurdités logomachiques. Il n'est évidemment pas question d'examiner ici le bien fondé des références à l'Evangile et à l'Eglise primitive (8), mais de souligner l'ardeur de la contribution

(8) On chercherait par exemple en vain dans l'Evangile une orientation politique quelconque ou une condamnation de la politique. Le célèbre texte : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » constitue même une reconnaissance de la légitimité du politique, quel qu'en soit le régime ; il affirme uniquement que la politique se situe à un autre niveau que l'esprit religieux qui doit inspirer la conduite du Juste. La seule chose certaine, c'est que la Parole s'adresse à tout le monde, sans distinction et sans aucune exclusivité, qu'elle soit sociale, professionnelle ou de classe. C'est le contraire même de ce que l'on appelle aujourd'hui esprit révolutionnaire. Les écrits apostoliques ou postapostoliques ne font guère allusion à la politique, sinon pour affirmer qu'elle est nécessaire, voulue par Dieu, et qu'en conséquence il faut se soumettre à l'ordre établi. Ce n'est qu'en matière de foi qu'il faut obéir à Dieu et non aux hommes, quitte à être puni de mort. De toute façon la politique appartient à l'ordre des choses humaines imparfaites, de sorte qu'il serait stupide de chercher en ce monde, où l'homme n'est qu'un pélerin (voir la Lettre à Diognète), la vraie justice ou la vraie paix. Rien n'est plus significatif que l'attitude des martyrs. Ils sont morts parce qu'ils respectaient l'ordre établi, sans esprit révolutionnaire ni révolte, parce que le bonheur leur était promis dans l'au-delà et non dans ce monde. C'est cette acceptation loyale de l'ordre donné et non l'abstention civique que prêchent aussi bien Saint Cyprien que Saint Augustin.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

tentaculaire du nouveau cléricalisme au mouvement de dénaturation et de dissolution de la politique. Son action est facilitée en raison de l'audience dont les églises continuent à jouir auprès de couches très importantes de la population, de sorte qu'il suscite la perplexité même chez ceux qui ne sont pas politiquement du même avis mais restent sensibles à l'enseignement théologique. A vrai dire, il n'y a pas lieu de s'étonner de la perméabilité des théologiens aux idées du courant nouveau, car il existe une affinité entre théologie et idéologie, celle-ci apparaissant par de nombreux aspects comme une théologie sécularisée.

La conjugaison de ces forces et groupes divers, qui sont sans doute en désaccord sur de multiples points, mais qui acceptent tous consciemment ou inconsciemment la possibilité d'une déchéance de la politique, a pour conséquence de créer une situation pourrie. Le mouvement, bien qu'il soit informel à l'image de la société qu'il veut promouvoir, contribue ainsi à accentuer la désintégration sociale à laquelle nous assistons. Sans doute celle-ci a-t-elle d'autres causes. Toutefois il faut remarquer qu'au fur et à mesure que l'état sociologiquement anomique s'aggrave, ses zélateurs croient y trouver une confirmation de la justesse de leurs vues, puisqu'ils visent précisément à provoquer une désintégration de la société. Au surplus ils apparaissent au milieu de l'apathie générale comme des êtres qui croient encore à quelque chose, même si cette croyance est d'ordre nihiliste et catastrophique pour les uns, apocalyptique pour les autres. Même les partis communistes qui fondent leurs espoirs révolutionnaires sur les vertus de l'organisation et croient eux aussi au dépérissement de l'Etat suivant les principes de la doctrine marxiste-léniniste, éprouvent de l'embarras pour endiguer, même dans leurs rangs, ce courant anarchiste ou anarchisant. Il est évident que lorsque Roland Castro, un des animateurs du groupe *Vive la Révolution* proclame que « la révolution doit être la mort de la politique » il ne l'entend pas au sens d'Engels ou de Lénine. Si le socialisme est le dénominateur commun des communistes et des groupuscules ainsi que du progressisme chrétien on l'interprête cependant différemment de part et d'autre. Il est, comme la notion de gauche, un mot de ralliement sous le couvert duquel s'abritent les familles d'esprit les plus diverses, voire radicalement opposées, la plupart étant sans cesse en quête d'un nouveau socialisme puisque tous les régimes socialistes institués ont toujours déçu les diverses chapelles du « vrai » socialisme. Alors que pour les communistes orthodoxes le socialisme est avant tout un principe d'organisation économico-politique, pour les partisans anarchisants de la mort du politique il est surtout un nouveau style de vie qui récuse aussi bien l'obligation morale que la loi, la famille, l'autorité quelle qu'elle soit et toute servitude sociale. Malgré le vague conceptuel qu'il recouvre, le socialisme reste le

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

sésame qui permet de sensibiliser les esprits aux prestiges de l'avenir. Chaque époque possède ses mots-talisman.

Bien que les groupuscules demeurent en marge de la société, et même volontairement, il est indéniable que par des relais divers les idées dont ils se réclament pénètrent progressivement dans de nombreuses couches de la population, même si elles restent indifférentes aux débats théoriques qui opposent toutes ces petites formations. Sans doute cette influence est-elle indéterminable et équivoque, mais ses effets sont indiscutables. Ils sont discernables au fait que même des esprits sérieux se demandent si finalement il ne faut quand même pas envisager la possibilité d'un dépérissement de la politique. On ne saurait non plus nier qu'une sensiblerie diffuse, attentive à tout ce qui peut paraître comme une atteinte à la liberté individuelle, gagne du terrain, même lorsqu'il s'agit de châtier des infractions et des délits caractérisés. Jusqu'aux sphères gouvernementales qui font preuve d'hésitation et d'irrésolution. On a comme l'impression que se répand une intimidation généralisée, peut-être parce que dans beaucoup d'âmes s'installe le sentiment d'un vide politique qui peut passer et passe effectivement aux yeux de certains comme l'annonce d'une mort possible du politique. A la perplexité au lendemain des événements du mois de mai 1968 a succédé une anxiété qu'on évite d'avouer ostensiblement, mais elle habite les cœurs. Autre phénomène marquant : le consensus social périclite lentement, en dépit de certaines rémissions lors d'événements exceptionnels.

Il existe une explication classique de ce genre de désenchantement mêlé de peur et d'attente indéfinissable, que l'histoire a confirmé à maintes reprises : il serait le signe de la décadence d'un régime et plus particulièrement de la couche ou de la classe sociale qui détient habituellement le pouvoir. Nous ne parlons donc pas ici des gouvernements faibles que tous les régimes ont connus, dont les défaillances ne sont que passagères et ne tirent pas à conséquence parce qu'elles ne compromettent pas la stabilité des institutions. Ce dont il est question, c'est l'effritement d'un système par usure de la caste dominante, dont le déclin et le velléitarisme ont pour effet de désagréger par érosion le consensus social et de susciter une angoisse collective et un sentiment général d'insécurité. Divers signes laissent croire que l'Occident est entré dans une telle ère de lente décomposition. Incontestablement cette explication n'est pas fausse, par conséquent on ne saurait la négliger, mais il me semble qu'elle ne rend compte qu'en partie de la réalité que nous venons d'exposer. En effet, l'anxiété que suscitait la dépréciation des valeurs traditionnelles lors des précédentes dépressions politiques ne mettait pas en cause la politique comme telle, mais l'on était au contraire en souffrance d'un nouveau régime, plus solide, plus entreprenant et plus dynamique, en dépit des calamités que le boule-

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

versement pouvait susciter. Autrement dit, on mettait son espoir dans la politique. Or, ce qui caractérise la situation actuelle, c'est l'hostilité, voire la haine pour la politique comme entité et comme activité organisatrice de la société. On semble ne rien attendre d'un changement de régime ou de système. Le communisme lui-même n'inspire plus confiance. C'est là un phénomène nouveau dont les causes semblent plus profondes que celles que propose l'explication classique. Il faut les chercher, je crois, dans la singularité historique du développement du monde actuel.

*
* *

Notre époque constitue la fin d'une longue ère, plus que millénaire, d'une relative stabilité des populations. Il y a quelques décennies on s'inquiétait de l'exode rural; aujourd'hui au contraire on se penche sur les conséquences d'une urbanisation démesurée qui devient le problème sociologiquement important. Tout se passe comme si on avait tiré un trait sur le premier problème — le dépeuplement des villages et des campagnes semble être entré dans l'ordre irréversible des choses — car il apparaît qu'il n'était que le signe précurseur du second, dont on n'a vraiment pris conscience qu'après coup, au moment du brusque et spectaculaire accroissement des villes. Il y a rupture d'un équilibre séculaire. L'avènement des masses corrélative à la formation d'agglomérations denses avec accentuation de la solitude des individus a transformé les mentalités. L'esprit communautaire, dont le communisme est de nos jours l'expression nostalgique, est en déclin; les anciennes valeurs intégrantes d'ordre religieux, moral et autres périclitent. Pour exact que soit ce tableau, il reste cependant au plan de la simple description. Le bouleversement est, me semble-t-il, plus profond.

Nous sommes en présence d'une sorte de césure historique. Il existait une stabilité de la population que les guerres, les révolutions et les changements de régime au cours des siècles n'ont guère affectée. En dépit d'une émigration intérieure il y avait encore naguère, jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, un statut des villages qui demeurait fidèle à ce qu'il était autrefois, depuis le brassage des populations au lendemain de l'invasion des barbares. En effet, après cette extraordinaire migration des peuples, une fois que s'était réalisé l'amalgame entre les autochtones gallo-romains et les envahisseurs venus du Nord et de l'Est, un équilibre s'était établi qui a duré jusqu'à nos jours. Certes, il y a eu des changements internes, comme la construction en dur dans les villages, le passage de certaines régions allémaniques par exemple sous un régime national français ou suisse, l'édification de manufactures ou l'apparition des communes avec une autonomie administrative, mais les habitudes et la manière générale

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

de vivre n'ont guère subi de modifications. Et lorsque certaines guerres, comme celle de Trente Ans en Alsace, ont décimé plus de la moitié de la population, le pays fut rapidement repeuplé par des immigrants de provinces voisines, sans que l'esprit et le statut traditionnels aient été bouleversés. En Auvergne comme au Luxembourg, en Bretagne comme en Forêt-Noire, au Mecklembourg comme en Lombardie, malgré certaines différences dans les coutumes locales, un même équilibre régularisait les sociétés. C'est précisément cet équilibre millénaire qui est rompu de nos jours, comme à l'époque des grandes invasions, bien que nous ayons du mal à en saisir la portée. En effet, notre époque d'altérations radicales est, comme les autres du même type, réfractaire à l'histoire, préoccupée qu'elle est par les innovations plus que par le souci de comprendre l'événement. La décadence du sens historique est indéniable. Un nouveau brassage des populations est en train de s'accomplir sous nos yeux qui dépasse le simple déplacement d'une partie des habitants de la campagne à la ville. Il n'y a au fond que les nations de l'Est qui échappent pour le moment à cette transplantation qui bouleverse les continents. Les régimes despotiques sont par principe hostiles à l'ouverture. On peut même se demander si les actuelles dictatures ne constituent pas des réactions à la dissociation des anciennes structures et au mélange des races et des cultures. En tout cas, elles apparaissent comme les gardiennes jalouses de l'ancien équilibre, sauf qu'elles acceptent, en raison des transformations économiques, l'exode interne de la campagne vers la ville.

La juxtaposition d'éléments aussi hétérogènes ne peut que susciter une désarticulation du corps social, dont il est plus difficile de contrôler, à plus forte raison de maîtriser, les fluctuations et les turbulences que dans un système ayant gardé les apparences de l'uniformité. Le politique en subit nécessairement le contre-coup, car il serait vain d'espérer qu'il puisse rester à l'abri des troubles qui dérèglent l'ensemble de la société : il devient hésitant de peur d'être débordé, il risque à tout instant de prendre des mesures, qui sont dépassées par les événements au moment de les appliquer. Les embarras et les surprises le jettent dans un désarroi tel qu'il semble toujours en situation défavorable face aux injonctions discordantes, aux impertinences excentriques et aux revendications cacophoniques de groupes qui sont aussi désorganisés que la société qu'ils prétendent représenter. L'expérience le prouve : la crise de l'autorité n'affecte pas uniquement le gouvernement, mais aussi l'opposition qui est aussi désemparée, malgré ses récriminations, que le pouvoir en place. C'est toute la politique dans son ensemble qui est dans une certaine mesure le reflet de la situation sociale générale. L'anomie ne préserve personne. Un régime est naturellement stable si la société globale l'est, il est désorienté quand les moyens ordinaires de contrôle que sont les institutions sont en crise. Ce n'est pas

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

le pouvoir qui crée l'anarchie, mais c'est l'anarchie sociale qui le condamne à une certaine impuissance. Là où les certitudes et les croyances s'effondrent, quel que soit le domaine, religieux, moral ou artistique, là où la continuité, la ténacité et la fermeté sont ébranlées, le pouvoir devient lui aussi incertain, justement parce qu'il n'est pas une réalité en dehors de la société. En effet, il n'est pas le principe d'organisation d'une société idéale et par conséquent il reste tributaire des conditions générales de la société dont il a la charge.

Il est certain que les théories du changement social et les sociologies des mutations telles qu'on les pratique actuellement dans les centres de recherche ou les laboratoires universitaires ne sauraient rendre compte de ce bouleversement. Ce ne sont que de timides explications qui raisonnent dans les catégories du siècle dernier, par exemple celles de l'évolutionnisme, même si on le baptise néo-évolutionnisme, ou du transformisme, au sens où une structure dépassée donnerait naissance par transition insensible à une nouvelle structure, éventuellement au prix de ruptures localisables et par conséquent susceptibles d'être rapidement contenues. Sans aucun doute la perception que les gauchistes ont de la situation est plus perspicace, même si elle est peu scientifique. La question est de savoir si les conclusions qu'ils en tirent ont des chances d'être correctes. Selon cette tendance la désintégration sociale actuellement observable aurait pour conséquence la mort du politique, de sorte qu'il suffirait d'amplifier cette désagrégation par un travail de sape pour faire dépérir à la longue le pouvoir. On admet implicitement qu'en cas de succès la paix s'installera d'elle-même parmi les hommes, du fait qu'on se fait une idée non politique de la paix. La politique ne susciterait que des guerres. Il s'agit paradoxalement de rendre permanent le changement, sans que jamais la continuité de l'action puisse se déposer en une quelconque stabilité et sans retomber dans une institution durable. Les hommes devraient donc se créer perpétuellement eux-mêmes en créant indéfiniment la société, au sens de ce qu'on appelle la révolution permanente. Jamais la société ne serait définie, mais elle serait chaque fois ce que les hommes voudraient qu'elle soit par épuisement de tous les possibles simultanément.

Plusieurs questions se posent. Il est curieux de constater que les chevaliers de *tous* les possibles prétentent cependant exclure d'avance un certain nombre de l'univers nouveau, en particulier toute possibilité politique, celle-ci étant condamnée à dépérir. A dire vrai, ils entendent éliminer tout interdit, toute contrainte et toute entrave, ce qui veut dire la plupart des activités humaines, puisqu'il est impossible de concevoir l'action en elle-même sans qu'elle n'impose des servitudes et des limites. Laissons cependant cette question de philosophie dont la discussion nous mènerait trop loin. Est-il vrai que seule la politique engendre la guerre ? Ne serait-il

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

pas plus exact de penser qu'au contraire il n'y a de politique que précisément parce que les hommes sont poussés instinctivement à la lutte, de sorte que la politique aurait pour objet de supprimer certaines raisons de conflit, de contenir la violence et le cas échéant de régulariser la lutte lorsqu'elle est inévitable ? Autrement dit, le gauchisme reposerait sur une fausse analyse du phénomène politique. Dans ce cas il est à craindre qu'il n'en devienne la victime. On pourrait également se demander si la situation actuelle ne constitue qu'une transition et que par conséquent les bouleversements dont nous sommes les témoins conduiront à une autre forme de stabilisation, éventuellement sous la contrainte d'un autre type d'unité politique que l'Etat. Le gauchisme considère la situation comme définitive à l'avenir, c'est-à-dire il croit à une cascade d'innovations et de révulsions qui se détruiront perpétuellement dès qu'elles tendront à s'institutionnaliser. Certaines théories sociologiques nouvelles prennent prétexte de cet espoir que la société entre définitivement dans une ère de convulsions successives pour rejeter comme inadéquate toute méthode qui ne se plierait pas à l'utopie. En réalité, elles ne font qu'entériner un état de fait historique qu'on aurait tort de projeter dans l'avenir imprévisible.

Sans doute le problème n'est pas ici d'entrer dans le détail pour déterminer les particularités du déplacement des populations évoqué plus haut ; toutefois il faut en évoquer une, parce qu'elle est plus directement en rapport avec le thème de cette étude. Ce mouvement se développe au moment où la société industrielle est en train de réaliser un de ses objectifs implicites : procurer l'abondance. Il appartient au sociologue d'analyser les relations entre la société de consommation et le déplacement des populations. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que les craintes qu'exprimaient divers auteurs à l'aube de ce siècle sont devenues des réalités. Dans la préface à la seconde édition de son ouvrage *De la division du travail social* Durkheim remarquait que le développement de l'économie aurait probablement pour conséquence un déréglement des sociétés à cause des troubles de caractère anomique qu'implique l'expansion de l'abondance. Il en résultera des conflits qui porteront un rude coup aux structures juridiques et même à l'idée de droit ainsi qu'aux valeurs morales et à la morale elle-même. Les sociétés s'enfoncent dans l'anarchie, qu'il qualifie de morbide, parce qu'on exaltera la liberté en même temps qu'on sapera l'autorité, de sorte qu'il faudra s'attendre à une situation où règnera la violence. Là où les règles ne sont plus respectées la loi du plus fort s'installera, c'est-à-dire un état de guerre civile chronique et larvée. Au fond Durkheim est d'accord avec divers philosophes du XIXe siècle, dont Marx, sur le caractère dissolvant de l'économie d'abondance, mais il en tire des conclusions diamétralement opposées. Si pour Marx l'économie — à condition qu'elle se désaliène — devra faire dépérir la politique, mais aussi le

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

droit et la religion et par conséquent l'autorité en général et instituer le régime de l'association libre, pour Durkheim, plus sociologue que philosophe, un tel dépérissement ne peut signifier qu'une décomposition de la société. La règle, et par conséquent l'autorité et la contrainte sont des éléments constitutifs de toute société. Leur suppression ne signifie nullement accès au règne de la liberté et de la justice réelle, mais à celui d'une violence sauvage et arbitraire, source des pires injustices.

Quoi qu'il en soit des interprétations, on comprend aisément que l'idée de la dissolution du politique sous l'action des forces économiques ait pu séduire les partisans de la mort du politique, puisque la politique actuelle se heurte à des obstacles inconnus jusqu'à présent, qu'elle n'a guère réussi à maîtriser. Il est vrai, ils retiennent de préférence la version marxiste, non sans malentendus ni méprises, justement parce que leur analyse du politique est défaillante. En effet, à vouloir supprimer la politique on n'aboutit qu'à un résultat, celui de politiser l'économie, tout comme les chrétiens dits progressistes qui, à la manière du père Cardonnel par exemple, s'acharnent à vouloir tuer la politique au nom d'un prétendu message révolutionnaire et libertaire de l'Evangile, ne font que politiser la religion. Leur illusion vient de ce qu'ils croient que la société serait possible sans politique, en ce sens qu'à l'origine il y aurait eu une société libre que le politique aurait envahi par la suite. La politique serait donc apparue à un moment donné de l'histoire humaine, alors que la société aurait été constituée depuis longtemps, cette intrusion n'ayant eu d'autre effet que de dénaturer l'innocence primitive. Faire mourir le politique signifierait donc mettre fin à son usurpation. Or, selon toute vraisemblance, la société ne s'est constituée que sous l'action de la politique, de sorte qu'elle ne peut que s'effriter avec la délitescence du politique. Celui-ci ne s'est pas surajouté à une société préexistante, il en est l'élément constitutif et organisateur. Si la politique ne joue plus son rôle et ne remplit plus ses fonctions normales dans la société, celles-ci ne dépérissent pas, mais d'autres instances arbitraires y suppléent. Quand la politique est par exemple incapable de faire exercer la justice, il se crée des tribunaux plus ou moins clandestins, baptisés par exemple tribunaux du peuple, qui prennent la relève et jugent en dehors de toute forme, et par conséquent de la façon la plus injuste, puisque, en général ils ne prononcent que des condamnations à mort. Quel autre verdict peut-on attendre en l'absence de tout droit, de toute loi et de toute coutume ? La passion partisane ou idéologique ne peut que caricaturer le jeu politique ; elle ne le supprime pas. De même, lorsque la politique n'est plus en mesure d'assurer le recouvrement des impôts réguliers, on n'assiste pas à une extinction des charges fiscales, mais d'autres collecteurs la remplaceront dans cet office,

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

qui pressureront les contribuables à force de prélèvements arbitraires, d'exactions et de rançonnements sous menace.

Ainsi, pas plus que la science ne saurait se substituer à l'art, l'économie ne saurait se substituer à la politique ou en tenir lieu, parce que le but et les présupposés de chacune de ces activités sont différents. Une telle confusion ne peut que dénaturer à la fois la politique et l'économie. C'est dire que si les partisans de la mort du politique ne savent pas ce qu'est la politique ils ignorent également l'économie. Parce que la politique est une nécessité sociale, les fonctions qu'elle remplit sont immédiatement et inévitablement récupérées par d'autres activités si jamais elle est elle-même défaillante, mais pour faire une politique pire que celle qu'on a prétendu faire dépérir. Sans doute, certains types d'économie, mais aussi certaines orientations religieuses, peuvent entraver le jeu du politique et provoquer une décomposition de la société susceptible de compromettre l'autorité, mais celle-ci renaît inéluctablement sous d'autres formes, en général plus sauvages et plus dangereuses. Une société n'est pas purement société ; elle n'existe que par les relations politiques et autres qui la constituent. Toute l'expérience humaine montre qu'il y a une corrélation étroite et même directe entre la décadence du pouvoir et la décomposition sociale. Aussi le dépérissement du politique équivaudrait-il à un éclatement de la société.

Pourquoi de toutes les activités humaines l'économie serait-elle la seule rédemptrice ? Qui expliquera ce mystère ? On peut jouer dialectiquement autant que l'on veut avec les moyens et les forces de production, il est indéniable que le développement de l'économie qui a conduit à l'actuelle société d'abondance n'est pas l'effet de la seule dynamique interne de l'économie, mais il a aussi dépendu de facteurs extérieurs comme la politique et le droit, la science et la technique. Certes la dialectique marxiste le reconnaît pour le passé, mais cette dialectique cesserait à l'avenir puisque le dépérissement de la politique et du droit abandonnerait l'économie à un développement solitaire et autonome. Pour quelle raison devrait-elle se développer toute seule dans la société future ? Ou alors, l'économie désaliénée serait-elle une économie stagnante ? En effet, on voit mal comment elle pourrait se déployer pour elle-même indépendamment de la politique, du droit et de la technique qui ont contribué jusqu'ici à conditionner ses progrès. L'erreur des partisans de la mort du politique (et aussi du droit, de la religion, etc.) consiste en ce qu'ils conçoivent l'économie de demain en soi, coupée des autres activités humaines, au mépris de la complexité sociale. L'idéologie veut faire la leçon à la sociologie.

*
* *

Les raisons indiquées jusqu'ici pour expliquer l'accueil diffus que l'on fait à l'idée de la mort du politique sont de l'ordre de l'aveu objectif.

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

J'y ai suffisamment insisté pour qu'on ne puisse m'objecter à la légère de méconnaître leur poids. Pourtant il existe, me semble-t-il, encore d'autres raisons, plus souterraines et peut-être plus subjectives, qui sont aussi déterminantes, sinon davantage. On ne leur prête pas suffisamment d'attention, peut-être parce qu'elles sont cachées et difficilement discernables. Il me semble, en effet, que la primauté que l'on accorde, même aujourd'hui, à l'économie et à ses corollaires comme la co-gestion ou l'autogestion, n'est qu'une survivance idéologique du XIXe siècle. Quand on lit Saint-Simon, A. Comte, Proudhon ou Marx, on rencontre chez eux sous des formes variables, la même idée : l'économie sera l'élément déterminant de l'organisation sociale future. Les uns attendent tout de sa constitution en science positive, les autres en font le facteur déterminant en dernière analyse, etc. Or, poser le problème en termes essentiellement économiques, même si on croit à la possibilité de désaliéner l'économie ou de la dépasser, c'est penser dans les catégories du siècle passé. L'élément aujourd'hui déterminant me semble consister dans la technique, sans cependant lui attribuer une validité métaphysico-substantialiste de fondement en dernière analyse. J'entends donc l'expression de « primauté actuelle du technique » en un sens purement sociologique. Cela signifie qu'avec l'évolution de la société un autre facteur peut devenir tout aussi déterminant qu'elle l'est actuellement, que l'économie le fut hier et la religion autrefois. Prépondérance ne veut donc pas dire fondement ou principe ultime de l'explication. Il est indiscutable que l'essor de l'économie est dû en grande partie aux exploits de la technique, peu importe qu'elle ait une base scientifique ou purement pragmatique. Ce que je voudrois montrer, c'est que le politique n'en a pas été épargné ; il a subi le contre-coup. Autrement dit, ce que j'appelle la détresse du politique est en grande partie imputable aux bouleversements que la technique a introduits dans notre monde.

Non seulement la technique, comme d'ailleurs aussi la science, est devenue l'un des problèmes majeurs de toute politique moderne — et cela dans les domaines les plus divers des communications, des transports, de l'éducation, etc. — mais de plus en plus la solution des autres problèmes politiques dépend de moyens techniques. Tout cela suppose à la fois une information et une compétence qui font défaut à la plupart des concitoyens. Il s'agit là sans doute d'une constatation banale, sur laquelle il n'y a pas lieu d'insister, sinon pour en analyser les implications — travail qu'on a malheureusement négligé jusqu'à présent. Le régime politique actuellement dominant est celui de la démocratie, au point que même les dictatures se présentent formellement comme telle. De plus dans les démocraties instituées se fait jour la tendance à la démocratisation, ce qui signifie d'une part qu'on veut rendre toujours plus démocratique la démocratie, la pousser à son extrême logique, d'autre part qu'on cherche à appliquer cette structure

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

purement politique aux secteurs non politiques comme l'enseignement, l'armée, la justice, etc. Enfin, ce que l'on comprend en général aujourd'hui sous la notion de démocratie, c'est une participation toujours plus large des citoyens à l'ensemble des décisions politiques et autres, destinées à façonner la nouvelle société. Il est inutile de citer ici les nombreux textes de publicistes, politologues, sociologues et autres spécialistes de la chose politique qui confirment cette interprétation. Or, paradoxalement, les décisions politiques et les choix fondamentaux ont de plus en plus un caractère technique, au point qu'avant de prendre une résolution, les gouvernants prennent l'avis de spécialistes et s'entourent de ceux qu'on appelle les technocrates. On se trouve donc en présence d'une véritable contradiction entre l'idéologie et la technologie du fait que l'une détermine une évolution directement opposée à celle que préconise l'autre. En effet, les fins idéologiques de la démocratisation exigent une participation toujours plus vaste, tandis que l'exploitation des moyens au service de ces fins devient une affaire de plus en plus technique et limite la participation aux décisions, faute d'une information et d'une compétence suffisante des citoyens. Autrement dit, c'est à l'époque où la revendication démocratique se fait la plus pressante et qu'elle se généralise au plan des idées que le développement de la civilisation technicienne en réduit la portée et la possibilité d'application.

La récente crise financière du mois d'août 1971 provoquée par les décisions du Président Nixon en est une excellente illustration. Les techniciens des ministères des Finances des divers pays touchés étaient plus capables de suggérer, voire d'imposer des mesures de sauvegarde ou autres que de nombreux parlementaires à qui échappaient les implications du problème. A plus forte raison, la majorité de la population était-elle dépassée par les événements, d'autant plus que beaucoup de journalistes, chargés en principe de l'informer, adoptaient une position prudente et se contentaient de reproduire les communiqués élaborés par les techniciens sans prendre le risque de les commenter. On constate le même phénomène à un autre niveau. La loi d'orientation d'Edgar Faure a en quelque sorte parlementarisé l'Université française, avec participation des étudiants aux décisions. On sait l'importance des problèmes financiers dans la définition des programmes de recherche et dans la détermination du travail à prévoir. Or, combien d'étudiants et d'enseignants qui participent aux conseils des universités savent seulement lire un budget ? Pour masquer cette infériorité ils adoptent volontiers l'attitude du renard de la fable qui ne pouvait atteindre les raisins : ils se font une gloire d'être ignorants en matière financière, laissant parfois entendre qu'on risque de se salir à étudier ces problèmes de plus près. Les problèmes techniques, bien qu'ils soient déterminants pour la politique générale, parce qu'ils conditionnent justement

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

les moyens de la réaliser, hérissent la plupart des gauchistes partisans de la mort du politique. Que de proclamations, de tracts et même d'ouvrages, par exemple ceux de Marcuse, qui dénoncent l'envahissement de la technicité en des termes d'autant plus vagues et plus polémiques que l'on évite avec plus d'obstination d'en comprendre la nature et le développement. On s'y fait champion d'une société utopique et achronique, dans laquelle on se donne d'avance la maîtrise de la technique en cherchant à revenir, à la manière rousseauiste, aux besoins simples et élémentaires du logement et de la nourriture pour n'avoir pas à se donner la peine d'analyser la société historique et réelle. La sociologie cesse d'être une science dont l'objet est l'analyse des sociétés concrètes existantes ou ayant existé, pour devenir le prétexte à une rhétorique où l'agressivité de la parole sert à camoufler l'ignorance.

Il y a une relation étroite, sentie confusément et s'imposant souvent inconsciemment, entre ces aspirations impossibles à satisfaire vers une démocratie idéale, libérée de la pesanteur du politique, et l'hostilité aux aspects techniques de la politique actuelle qui échappent au contrôle des partisans de la participation généralisée. On discrédite ce que l'on ne comprend pas, on hait ce qui échappe à notre pouvoir et on tend à l'anéantir. L'idée de la mort du politique puise en partie son idéologie dans cette impuissance et cette inexpérience qui tournent souvent à la rage, dans la mesure où l'on pense faire dépérir le politique en l'exaspérant à l'extrême par une dictature terroriste. Il y a quelque chose de morbide dans cette volonté de détruire ou de désoler le politique, mais non pas avant qu'il n'ait agi lui-même comme force destructrice des prétendus adversaires de l'épiphanie de la société idéale — ennemis de classe, ennemis idéologiques et autres. Au fond, le dépérissement du politique est l'une des manières de refuser notre temps au nom d'un futurisme qui, à beaucoup d'égards, est aussi déraisonnable que le traditionnalisme systématique. La technique est un acquis de la civilisation que les sociétés actuelles ne renieront pas, à moins d'une catastrophe. Ce serait bien la première fois que les hommes rejetteraient volontairement les avantages que leur procurent les inventions, malgré les inconvénients et servitudes qu'elles peuvent entraîner par ailleurs. Il serait tout aussi absurde de faire une discrimination — et au nom de quel critère ? — entre les acquisitions techniques pour ne conserver que les unes et récuser les autres, car elles se conditionnent réciproquement. Cela ne veut pas dire qu'il faudrait approuver indifféremment tous les apports d'une époque. C'est aux individus et aux groupes de faire le tri et les évaluations selon leurs goûts et leur vocation. Ce qui serait stupide, ce serait de refuser en bloc et pour toute une population les dispositions techniques que l'on juge mauvais en vertu d'un arbitraire individuel. Un tel jugement n'est le plus souvent que la manifestation

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

d'une nostalgie inconsciente qui préfère fuir la réalité par moralisme irréfléchi plutôt que d'en prendre la mesure pour la modifier ou la réformer selon les normes du possible. Faute d'une expérience de ce qui n'est pas encore, puisqu'il n'est que projet, le futurisme se réfère, comme le traditionnalisme, à des situations passées pour pouvoir recommander ce qui lui paraît souhaitable. C'est en ce sens que les adversaires politiques de la technique sont des nostalgiques d'époques révolues, aux techniques moins évoluées, estimant que le bonheur sera acquis au prix de ce retour.

Ces observations de caractère psychologique seraient anodines si la technique, et principalement la technique scientifique, n'avait précipité depuis quelques années la politique dans la plus grande des détresses. Nous touchons ici au nœud du problème de cette étude, car la situation actuelle est sans pareille au regard de n'importe quelle situation précédente. La découverte de la fission et la construction des bombes thermonucléaires ont eu en politique une répercussion dont nous n'avons pas encore évalué toute l'importance. Quel est le but de la politique ? Pourquoi les hommes se sont-ils groupés au sein d'unités politiques et ont-ils accepté les divers régimes d'autorité, celui de la féodalité comme celui de l'Etat ? Parce qu'ils y trouvaient une assurance de protection, quant à leur vie et quant à leurs biens. La politique était une garantie de sécurité. Or, depuis deux décennies, aucun pays n'est plus en mesure de répondre aussi efficacement que par le passé à ce besoin de protection, qu'il s'agisse de ceux qui possèdent l'armement nucléaire ou des autres. La population russe est tout aussi exposée aux menaces d'une destruction radicale que la population américaine ou celle de n'importe quel autre pays. La neutralité ne constitue plus un abri. Les ravages que peuvent faire les armes nouvelles mettent donc directement en question la raison d'être de la politique. Elle peut à la rigueur préserver encore avec efficacité la concorde intérieure, mais elle n'est plus maîtresse, comme autrefois, avec ses armées, de la sécurité extérieure. Nous sommes donc en présence d'un phénomène absolument nouveau qui détériore la finalité de la politique, au point qu'on peut se poser la question si elle est encore vraiment utile. A quoi sert-elle si elle ne peut plus garantir la protection contre l'ennemi ? Pour comble, les ennemis sont aussi vulnérables les uns que les autres. L'amitié avec la Russie ne saurait pas plus préserver un pays en cas de conflit que l'alliance avec les Etats-Unis. Tout le monde vit sous la menace. Si jamais la première bombe était lancée, aucun continent et peut-être aucun pays ne sera à l'abri d'une intervention.

Il en est de la politique comme de toute autre activité qui ne peut plus remplir son rôle propre, parce que sa finalité spécifique est mise en échec : elle devient hésitante, irrésolue, du fait que sa signification et sa légitimité deviennent incertaines. Selon toute vraisemblance, le malaise qui perturbe

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

le système et même la nature de la politique contribue à alimenter inconsciemment et sournoisement la thèse de la mort du politique. Ses partisans sentent confusément, comme d'autres observateurs, sans pouvoir l'expliquer clairement, que la politique est minée intérieurement, qu'un mal indéterminable la ronge. On ne saurait contester qu'elle a perdu de son assurance, car l'indécision est aujourd'hui manifeste. Cette hésitation ne tient pas à la nature des régimes (plus autoritaires ou plus libéraux), car le foyer de l'inquiétude et du désarroi est plus profond. Il ne s'agit pas d'une simple blessure ou d'une crise passagère qu'un nouveau pouvoir, plus dynamique, pourrait surmonter, mais d'une espèce de consomption organique, qui risque de devenir un affaiblissement chronique. Certes, on ne saurait parler d'affolement, mais il existe une angoisse diffuse qui désoriente et déconcerte les esprits, bien qu'on ne l'avoue pas en général. Elle agit insensiblement même sur les êtres qui n'ont pas une activité politique directe. Nous sommes donc en présence d'une détresse qui pourrait faire croire à une mort assez imminente de la politique. Je crois que l'on ne saurait guère contester cette misère de la politique qui résulte de son incapacité à garantir, en vertu de sa finalité, la protection des collectivités dont elle a chaque fois la charge. S'agit-il cependant du dépérissement qu'annoncent ou espèrent les théoriciens et les prosélytes de la mort du politique, au sens défini plus haut ?

Certes, la dépression qui dérègle l'activité politique depuis que les bombes thermonucléaires menacent l'existence humaine peut leur donner raison en un certain sens. En vérité les données des deux problèmes ne sont pas comparables. En effet, c'est une illusion qui anime les théoriciens du dépérissement de la politique : ils y voient la condition d'une société future plus heureuse, plus libre, plus juste, du fait qu'à leur avis l'humanité désaliénée trouverait enfin sa pleine signification. La détresse que nous venons d'analyser est au contraire le signe d'une perplexité et d'une angoisse, de sorte que l'avenir apparaît comme bouché. Elle n'annonce pas une plénitude de vie, mais suscite le sentiment du vide, peut-être même d'un certain désespoir. C'est que la bombe thermonucléaire n'aurait pas simplement pour effet d'abolir l'activité politique ; elle anéantirait en même temps l'économie et toutes les autres activités humaines, mais aussi toute vie épanouie parce qu'elle foudroierait la très grande multitude des hommes sur terre. Bien sûr un certain nombre échapperait à la catastrophe, mais dans quelles conditions ? La détresse du politique nous met donc immédiatement en danger, à la différence du slogan sur la mort du politique qui prétend nous libérer à l'avenir de la plupart de nos difficultés et entraves. D'un côté un pratique matériellement et empiriquement possible, de l'autre un théorique qui n'est même pas vraisemblable, puisqu'il ressortit à l'utopie. Nous sommes réduits à souhaiter (avec tout ce que ce souhait

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

peut comporter de crainte) que la détresse du politique n'aboutisse pas à une catastrophe, tandis que l'on peut sans risque se repaître de chimères à propos du dépérissement du politique. La bombe thermonucléaire est une réalité tangible, car nous possédons les moyens de la faire exploser, mais la désaliénation de l'économie qui doit entraîner le dépérissement du politique est une hypothèse, tout au plus un article de foi pour certains doctrinaires, en l'absence de tout moyen empirique et même expérimental susceptible de l'accomplir. On peut même se demander si l'adhésion d'esprits toujours plus nombreux à la promesse eschatologique du dépérissement du politique n'est pas une évasion, une fuite du monde donné, pour échapper par le rêve à l'angoisse que suscite la détresse du politique. Aussi la psychanalyse polémologique, telle que la pratique le professeur de Milan, Fornari, pourrait nous apporter à ce propos d'utiles suggestions. C'est cependant un autre aspect du problème que je voudrais examiner ici rapidement.

Nous ne sommes plus du tout certains, comme pouvaient l'être les auteurs du siècle dernier, par exemple A. Comte ou Marx, de la continuité de l'histoire. Elle peut s'arrêter brusquement. Toute la civilisation n'est peut-être qu'en sursis. Du même coup toute la mystique prolétarienne s'effondre : la technique a décidé de son sort, ainsi que de celui de toutes les idéologies plus ou moins messianiques. Une bombe thermonucléaire d'origine soviétique explosant au-dessus de Paris ou de New-York épargnera aussi peu la masse des prolétaires ou des noirs de ces villes qu'une bombe américaine épargnerait les capitalistes et les bourgeois. Le raisonnement peut paraître trivial, il n'en est pas moins valable. L'orgueil prométhéen a sa faille en lui-même. En effet, là où n'importe quel homme est à la merci de la plus effroyable calamité que nous puissions imaginer, le prolétaire perd lui aussi ses droits. Qu'il ait ou non accumulé durant des siècles d'innocence toutes les souffrances et tous les torts de l'humanité, qu'il soit porteur ou non de l'émancipation complète du genre humain, la bombe ne fait pas de distinction entre ceux qui sont innocents ou coupables au nom des philosophies de l'histoire. Que peut bien signifier le processus de désaliénation de l'économie et l'instauration du communisme et de la soi-disant société associative quand l'économie fera partie des décombres tout comme les édifices, les oiseaux, les moyens de production et les hommes, quel que soit leur statut social ? Que peut même signifier encore dans ce cas le social ? Quel sens donner à l'émancipation humaine par la reconquête de l'économie véritable au cours d'un développement progressif qui fera dépérir la politique, le droit, la religion et qui accomplira la philosophie quand l'abolition de la politique ne dépend plus d'un processus interne à l'histoire, mais d'une brusque intervention extérieure rendue possible par les succès (!) de la technique ? A quoi

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

bon approprier les moyens de production dans la désolation la plus totale ? Marx avait raison de se méfier de la technique : elle a ruiné sa philosophie, comme toutes celles du même type de son époque. Nous constatons maintenant que le marxisme n'est qu'une théorie, une hypothèse et que la foi et les enthousiasmes qu'il a pu susciter ne sont plus de notre âge. L'histoire ne promet plus rien, sinon peut-être son origine que nous connaissons aussi peu que sa fin. Nous avons trop à faire pour n'être pas vaincus par les moyens, c'est-à-dire la technique dont nous sommes les artisans. Il n'y a jamais eu de véritables sorciers de l'histoire, mais uniquement des apprentis sorciers.

Ainsi donc la bombe ne protège pas plus une classe sociale qu'un pays, même pas celui qui prendrait l'initiative du désastre. « Et si la bombe n'était pas lâchée, si les nations parvenaient à une entente générale pour la proscrire et détruire entièrement les stocks avec interdiction contrôlée d'en fabriquer ? rétorquera l'objecteur. Dans ce cas le projet de la société future, de la mission du prolétariat et même l'idée du dépérissement du politique garderont toute leur valeur. Un tel accord général constituerait même une étape importante de ce processus de dépérissement. » En fait cette objection nous renvoie à l'hypothèse discutée précédemment de la mort du politique, car elle ne supprime qu'en théorie le problème fondamental et vital que soulève actuellement la détresse du politique. Il s'agit d'un procédé commun aux intellectuels qui déplacent l'interrogation vers une question qui n'est qu'une supposition pour éviter d'examiner celle qui se pose effectivement. C'est ce qu'on appelle métaphoriquement noyer le poisson. Toujours la même fuite du réel. A une hypothèse qui n'est fondée sur rien, sinon une vague croyance, on ne peut répondre que par une autre hypothèse qui essaie de tenir compte de l'expérience et d'analogies significatives. Avant de discuter cette objection, il faut reconnaître avec évidence que tout homme sensé doit souhaiter une telle convention générale sur les armements et, s'il le peut, contribuer par ses moyens à la rendre possible. Elle n'est pas utopique, puisqu'elle dépend de la décision des hommes, bien qu'elle soit difficile à obtenir du fait qu'elle exige une décision multilatérale. Peut-être est-il plus probable que les moyens d'une technique de dissuasion comme l'interception organisée des missiles sera plus efficace pour mettre effectivement en échec la menace thermonucléaire. Quoi qu'il en soit, puisque nous sommes au plan des vœux, je ne puis que les partager. Pour le reste nous ne pouvons que faire confiance à la sagesse et à la prudence des dirigeants des pays possédant l'arme thermonucléaire.

Hypothèse pour hypothèse, il est plus probable que si un contrôle efficace de l'armement thermonucléaire intervenait, on assisterait à la fin de la détresse actuelle du politique et non à son dépérissement, c'est-à-dire on retournerait à la politique ordinaire que nous connaissons depuis qu'il

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

y a une histoire. En effet, le dépérissement du politique exige tant de conditions, dont certaines sont incompatibles, qu'il y a peu de chances qu'il puisse s'accomplir. Mais il suppose aussi une telle transformation de l'homme dans son être qu'on peut se demander si ceux qui la vivraient seraient encore des hommes. Pour diverses raisons qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici, l'Etat mondial ne semble non plus être la bonne solution : il ne pourrait être qu'une institution policière ou terroriste. On ne voit pas non plus pour quelle raison dirimante l'appropriation des moyens de production par les prolétaires comme tels, et non par un parti ou une organisation qui se superposerait à eux, pourrait transformer l'économie au point de la désaliéner. Il se pose tout d'abord la question de l'aliénation même de l'économie, car elle appartient peut-être à l'essence de l'économie, de sorte que sa désaliénation ne serait qu'une dénaturation. Le concept d'aliénation implique en effet qu'il y aurait eu un stade de l'économie — un stade historique et non inventée théoriquement au titre de postulat d'une thèse particulière — où l'homme aurait déjà vécu dans des conditions analogues à celles que devrait produire à l'avenir la désaliénation. Or, un tel stade n'est-il pas tout simplement mythique ? Du moment que les prolétaires sont des hommes comme les autres, et non doués d'une essence spéciale ou supérieure, ils ne possèdent certainement pas des vertus plus pacifiques et plus émancipatrices que n'importe quel autre homme. Autrement dit, l'hypothèse du dépérissement du politique suppose à l'infini d'autres hypothèses dont il est même impossible de faire l'axiomatique. Il vaut mieux, à mon avis, quitter le royaume des suppositions plus ou moins arbitraires et gratuites et en tout cas injustifiables, pour revenir à la réalité historique et concrète des hommes que nous sommes et à laquelle nous sommes confrontés directement. Au lieu de nous livrer au jeu intellectuellement merveilleux des conjectures à propos des conditions de vie des hommes de la société future qui n'existent pas, il me semble plus raisonnable d'analyser les problèmes réels des hommes qui existent et qui ont déjà tellement de mal à les résoudre. Une telle méthode exclut, certes, le prophétisme et la prédiction vaticinatrice, mais non pas l'anticipation ni la prévision fondée.

*
* *

Ce qu'il y a d'insolite dans la situation actuelle, c'est que la politique se trouve contrainte d'envisager les problèmes de guerre et de paix avec la plus grande prudence et résolution et à prendre des décisions d'une portée souvent insoupçonnable, alors qu'elle doute d'elle-même, qu'elle a tendance à s'effriter intérieurement à cause d'une contestation permanente. Sans doute ceci s'explique-t-il en partie par cela. D'une part, en effet, elle ne peut plus se permettre de faire des erreurs de calcul trop graves à cause

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

des terribles conséquences qu'elles pourraient entraîner, de l'autre elle est extrêmement vulnérable à la suite de la dégradation du consensus social et des conflits sociaux qui se répètent à une cadence folle, sous n'importe quel prétexte, dont un révolutionnarisme extrêmement turbulent essaie de profiter. La situation est aussi précaire à l'intérieur qu'à l'extérieur, y compris dans les dictatures de l'Est qui donnent l'apparence d'une plus grande stabilité. Nous sommes finalement les témoins d'une connexion assez stupéfiante : c'est sous la menace atomique que se propage l'idéologie révolutionnaire. Même le pays le plus fort, disposant de l'armée la plus nombreuse et la mieux équipée, vit dans l'insécurité à cause de la menace thermonucléaire ; il est asservi au soupçon vis-à-vis des autres puissances atomiques et condamné à se tenir perpétuellement sur le qui-vive. Les nations dites indépendantes se multiplient comme jamais, tout en suscitant des querelles locales qui risquent de conduire à des conflits plus amples, au cas où l'équilibre précaire des influences devenait trop désavantageux pour l'une des grandes puissances. A l'intérieur de la plupart des pays surgissent des mouvements d'émancipation de tout genre, en faveur de la libération d'une ethnie minoritaire ou d'une classe, ou du joug d'une puissance hégémonique ou encore d'une race. L'Amérique connaît le conflit entre les Noirs et les Blancs, la Russie est obligée d'intervenir sans cesse dans les pays de l'Europe Centrale, la France et l'Angleterre sont aux prises avec un irrédentisme ethnique qui prend toujours plus d'envergure, etc. Et le pouvoir politique est en même temps plus indécis pour les raisons indiquées plus haut, mais aussi à cause des protestations de la conscience dite humanitaire. Pourtant il dispose d'une arme d'une puissance jusqu'alors inconnue qui devrait en principe faire peur aux plus décidés parmi les plus bruyants. La conjoncture est encore plus paradoxale qu'étrange : les moyens du politique sont considérables et même énormes et cependant il est sans cesse mis en difficulté jusqu'au point d'être parfois paralysé par des agitations incohérentes et spontanées, aux dimensions réduites, et presque insignifiantes en comparaison de la puissance dont il dispose.

Cette disproportion mérite réflexion. On peut se poser la question de l'efficacité et de l'adresse de la menace thermonucléaire. A considérer les choses sans prévention on peut remarquer que la distinction entre politique intérieure et politique extérieure, bien qu'elle n'introduise pas de rupture conceptuelle dans l'essence du politique, est à la fois significative et indispensable. Il serait absurde de faire un usage interne de l'arme atomique, au sens où un gouvernement en place l'utiliserait pour se maintenir au pouvoir contre la volonté du pays. Le seul résultat serait qu'il règnerait sur un immense cimetière et se mettrait à la merci d'une hégémonie ou d'un protectorat extérieur. La menace thermonucléaire ne s'adresse pour

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

ainsi dire exclusivement qu'à l'ennemi extérieur pour le dissuader et par conséquent protéger la collectivité dont le pouvoir a la charge. Nous reviendrons plus loin sur cette question de la dissuasion, car il faut faire au préalable une autre remarque. La détresse dans laquelle l'invention de la bombe atomique a jeté le politique en compromettant la possibilité d'accomplir sa finalité met indirectement en évidence, de la façon la plus convaincante, l'illusion du dépérissement progressif de la politique en raison d'un processus interne qui transformerait l'économie. L'une de ces activités ne peut pas résoudre les problèmes qui sont du ressort de l'autre. La politique est non seulement la seule manière pour une collectivité d'affirmer son indépendance, mais elle représente aussi pour elle une question de vie ou de mort. Une collectivité qui n'est plus capable de se protéger politiquement est livrée à ses ennemis : elle peut être déportée et même exterminée, la conscience universelle ne pouvant que déplorer après coup sa disparition. Les génocides ne sont point des horreurs d'un passé définitivement révolu. La politique est le seul moyen de préserver la vie d'une collectivité. Il ne dépend pas de nous que nous appartenions à la race blanche, noire ou jaune, que nous soyons slave, arabe ou zoulou, pas plus qu'il ne dépend de la revendication égalitariste des sexes que la femme cesse subitement de porter l'enfant pendant neuf mois. Les idéologies peuvent abolir des inégalités conventionnelles ; elles ne peuvent effacer les différences organiques ni le sentiment de groupe ou de communauté qui en émane. En d'autres termes, tant que subsisteront ces différences organiques la politique gardera ses droits, car ce n'est pas pour des raisons économiques que les tribus, les nations et les Etats se sont créés, mais pour des raisons vitales. Si l'économique seul devait être déterminant, on ne comprendrait pas la formation de l'Etat d'Israël, la guerre d'indépendance menée par les Algériens ni la permanence du conflit israëlo-arabe. La lutte des classes n'est qu'un surcroît idéologique.

Les proclamations d'indépendance qui se succèdent sous la menace de l'arme thermonucléaire manifestent une extraordinaire vitalité du politique, malgré la détresse que nous avons analysée plus haut. Tout se passe comme si les peuples, comptant sur l'inaction à laquelle se condamnent les puissances atomiques qui s'épient mutuellement, profitaient du relâchement qui en résulte pour se constituer en Etats indépendants, estimant à tort ou à raison que la menace ne les concerne pas. Toute la carte politique du monde est en train de se modifier. On ne saurait donc dire que la politique serait en train de péricliter. Un autre exemple illustrera encore mieux la vigueur permanente du politique. Parce qu'elle possédait un crédit et un avantage idéologique indiscutable au lendemain de la seconde guerre mondiale et qu'elle tenait en respect les Etats-Unis par la menace de représailles atomiques, la Russie soviétique a saisi l'occasion pour étendre son influence

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

dans le monde, en pénétrant dans le Tiers Monde par subversion et en favorisant les guerres d'indépendance, appelées pour les besoins de la cause guerres révolutionnaires. L'entreprise a été rapidement couronnée de succès, mais aujourd'hui on observe déjà un certain reflux. Après avoir réussi à conquérir leur indépendance contre les Occidentaux grâce au poids que faisait peser la Russie, ces mêmes pays entendent également devenir indépendants cette fois-ci de la menace que représente l'armement thermonucléaire soviétique. Ainsi, pendant que les Russes et les Américains se neutralisent réciproquement, les autres nations jouent avec la même ruse qu'autrefois le jeu politique classique, à la fois malgré et grâce à la bombe thermonucléaire. Ce sont les deux Grands qui se paralysent réciproquement. La politique par contre continue.

Plus que jamais il faut donc poser la question de Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les nations :* Qui menace qui et quoi ? Il s'agit là d'une question typiquement politique puisqu'elle a pour objet de déterminer l'ennemi virtuel ou réel. Les pays qui sont en principe les plus menacés sont précisément ceux qui font peser la plus grande menace, parce qu'ils disposent du plus grand potentiel en armement atomique. Si jamais une guerre thermonucléaire éclatait, il est évident qu'il faudrait frapper en premier lieu et avec toute la rapidité et intensité nécessaires l'adversaire qui possède le potentiel le plus important en armes nouvelles pour limiter ou même annihiler sa capacité de riposte. Il serait stupide d'attaquer sur un autre point, à moins de jouir de la plus grande impunité, car non seulement l'agresseur s'exposerait dangereusement à des représailles si cette initiative mettait en péril la sécurité immédiate du concurrent, mais le seul fait de déclencher une pareille attaque contre l'ennemi principal inspirerait une frayeur paralysante aux autres pays. Sans doute, en principe aucune nation n'est à l'abri d'une intervention ni de ses conséquences éventuelles, mais la menace thermonucléaire n'est pratiquement efficace que pour dissuader les grandes nations qui possèdent des armes vraiment opérationnelles. Ce qui laisse la porte ouverte à tous les chantages politiques de la part des pays qui cherchent à profiter de cette situation. Ils sont finalement les moins vulnérables. Dans la situation actuelle d'observation et de soupçon, entrecoupée de dialogues, il est cependant difficile de savoir dans quelle mesure la menace réciproque entre les Grands de l'armement atomique sera efficace et auquel elle profitera en fin de compte le plus. Seul le temps nous l'apprendra. Bien que la dissuasion bloque certaines actions et possibilités d'intervention des puissances nucléaires, il reste cependant un champ de manœuvre suffisant pour la politique ordinaire et pour mettre en difficulté l'adversaire. C'est donc à qui sera le plus adroit pour retirer le plus grand bénéfice de cette neutralisation réciproque des pays disposant des armes nouvelles. On ne saurait par conséquent exclure

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

d'avance que l'un des Grands ne réussisse par le jeu normal de la politique à mettre l'autre dans un embarras tel que l'emploi de l'arme thermonucléaire ne puisse le sauver et que le fait d'y recourir n'aurait d'autre signification que celle du suicide.

La question n'est pas ici d'entrer dans le détail de la stratégie de la dissuasion ni d'en exposer les divers modèles possibles. Il existe sur ce point une abondante littérature d'auteurs compétents. Il s'agit uniquement de montrer que, en dépit de sa détresse, la politique est loin d'être entrée dans une phase même préliminaire de dépérissement et qu'elle continue d'être un élément déterminant et indispensable de notre condition. Malgré les conférences et les rencontres, les Etats-Unis et la Russie soviétique sont, dans les conditions actuelles, des ennemis au moins virtuels, et ce fait conditionne toute leur politique. L'un et l'autre savent que de tous les pays aucun n'est en l'état actuel des choses capable de les vaincre éventuellement et que seul l'un d'entre eux a les moyens de défaire l'autre, à un prix qu'on ne saurait évaluer. Par conséquent, malgré les apparences ils agissent en ennemis, compte tenu de ce que depuis toujours il y a eu des complicités entre les ennemis virtuels, tout comme ils ont des frictions avec leurs alliés respectifs. Sur ce point aussi, la politique reste fidèle à ce qu'elle a toujours été. Ce qui semble inédit, c'est que l'escalade aux extrêmes n'a pas lieu au cours d'un conflit réel, mais sous la forme d'une simulation d'une guerre que l'un et l'autre essaie en principe d'éviter. Ils miment leur guerre. Il en résulte une transformation dans la manière d'envisager la stratégie et la logistique. La technique permet de tout simuler : la guerre aussi bien que la paix. A lire les ouvrages sur la dissuasion il ressort qu'elle serait essentiellement de caractère défensif ; certains la qualifient même de « défense active ». Cette façon de voir me semble inexacte. En effet, elle n'a de sens que si elle est immédiatement offensive et même agressive. Elle se caractérise par les trois traits suivants : d'une part elle est une concentration rationnelle et directement opérationnelle des moyens d'attaque ou de riposte ; d'autre part elle doit être disponible immédiatement dans sa totalité ; enfin l'escalade est dans la menace ou simulation de la guerre et non dans l'action belliqueuse même.

La stratégie classique était essentiellement prévisionnelle avec ses plans de mobilisation et de transformation des industries en économie de guerre, ses divers points de concentration des forces, compte tenu de l'ampleur qu'on entendait donner aux opérations, son utilisation du terrain, ses moyens de ravitaillement, etc. Elle consistait à graduer l'ensemble des actes de guerre suivant l'enjeu prévu, les capacités de l'ennemi éventuel, les possibilités de réserve. En général une activité diplomatique intense laissait prévoir si l'acte de guerre devenait inévitable, ce qui permettait de prendre les premières dispositions avant la déclaration de la guerre et de mettre

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

progressivement en mouvement tout l'appareil. On pouvait donc calculer avec le temps et, à moins d'une première bataille décisive, mettre l'ensemble du pays sur pied de guerre et parer aux chocs. Les premiers combats permettaient d'évaluer le moral des troupes. S'il y avait eu des erreurs on pouvait espérer les redresser ; s'il y avait des lacunes on pouvait les combler. Bref on pouvait jouer avec l'espace et le temps. La stratégie de la dissuasion à l'époque des armes nucléaires, qui peuvent infliger des destructions massives et intolérables dès l'instant du déclenchement du conflit, est très différente de la précédente. On peut menacer de faire la guerre, mais il semble qu'une déclaration de guerre soit exclue, puisqu'il faut frapper le premier et anéantir les possibilités de riposte de l'ennemi. Il faut donc être totalement prêt à tout moment et pouvoir concentrer sur l'instant le potentiel maximum, car le commencement de la guerre risque d'être aussi la fin. Il faut donc que le potentiel d'attaque soit toujours prêt et disponible, sans que l'on puisse compter avec le temps pour réparer des erreurs, des lacunes ou des fautes de calcul. Autrement dit, il faut être toujours en position offensive, sinon la dissuasion ne serait pas efficace. L'escalade est donc intégrée à la menace, car elle n'intimide que si la technique permet à l'un d'acquérir une supériorité au moins momentanée sur l'autre dans les moyens d'agression, de riposte ou d'interception, quitte à ce que l'autre compense assez rapidement son infériorité. C'est dire que l'ascension aux extrêmes réside dans la préparation d'une guerre que les antagonistes évitent ou craignent de livrer. En tout cas, c'est au prix de cette escalade extrêmement coûteuse, dont il est impossible de prévoir le sommet, qu'ils essaient chacun d'obtenir l'avantage politique sur l'autre. Que se passerait-il si l'un d'entre eux obtenait grâce au développement de la technique une supériorité décisive ? Ou bien, étant donné le régime du secret en matière d'armement, s'il croyait détenir cette supériorité ? C'est la technique qui détermine donc pour une large part le jeu de la politique entre les possesseurs de l'arme atomique.

Quoi qu'il en soit, la politique continue sous de nouveaux aspects, sans qu'elle soit différente de celle qu'on a toujours pratiquée. En tout premier lieu, la volonté hégémonique de puissance demeure et, contrairement à ce qu'en croient certains, l'inimitié subsiste également, sauf qu'on dissimule sa présence derrière une succession de dialogues, de rencontres et de conférences. Cela non plus n'est pas nouveau. De tout temps il a existé une relative solidarité entre les ennemis virtuels, en ce sens qu'ils entendaient traiter entre eux de leurs affaires, sans intrusion de tiers qui ne disposaient pas d'une puissance équivalente ou qui n'étaient pas intéressés directement par les problèmes qui les opposaient. De tout temps également ils ont rivalisé, même au plus fort de l'hostilité, dans la succession de déclarations protestant de leurs intentions pacifiques. Chacun prétend défendre

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

le droit et la justice, mais aussi assurer la protection des autres nations. Relisons l'*Histoire de la guerre du Péloponnèse* de Thucydide et nous comprendrons mieux la concordance des propagandes et des discours vertueux des Américains et des Russes contre le colonialisme pratiqué par les Empires occidentaux : la liquidation de l'impérialisme européen n'a nullement signifié la fin de tout impérialisme, mais elle a livré l'espace à la concurrence de deux autres volontés impérialistes. La question n'est pas de pleurer la fin de l'empire britannique ou français, mais de n'être pas politiquement dupe du nouveau déplacement des forces, ni d'un pathétisme moral. La puissance demeure le fondement des relations internationales, même si pour des raisons, les unes plus généreuses que les autres, nous voudrions qu'il n'en fût pas ainsi. La contradiction est entre cette générosité purement formelle et le fanatisme des idéologies qui ne considèrent comme juste que la puissance d'un Etat déterminé dont la destinée finale serait le dépérissement du politique. Sur ce point les idéologues américains se veulent aussi généreux que les idéologues soviétiques ou chinois. En réalité, une telle idéologie n'est qu'un moyen de fortifier le politique qui a besoin de dissimulation pour parvenir à ses fins. Aussi ne me lasserai-je point de répéter que la guerre révolutionnaire est le moyen moderne de justifier la guerre.

Les idéologues s'abusent eux-mêmes parce qu'ils ne considèrent jamais la politique dans sa totalité, mais opèrent par discrimination en ce sens qu'ils privilégient un aspect du politique : la révolution, la puissance, l'organisation ou la paix. Dès l'instant où l'on fait par exemple abstraction de la guerre pour n'envisager que la paix, on se condamne à l'impuissance. C'est pourquoi ce ne seront jamais les pacifistes qui établiront la paix, mais toujours les politiques, parce qu'elle est fondamentalement un problème politique et qu'elle n'a de sens que par rapport à la guerre, à la puissance, à l'inimitié et à l'ensemble du phénomène politique. A la limite les pacifistes deviennent même des terroristes comme les idéologues qui ne considèrent exclusivement que la révolution ou la puissance, étant entendu que le terrorisme se caractérise comme une volonté qui essaie d'imposer à tout prix une vue particulière comme concept universel. L'idée de la mort ou du dépérissement du politique en vertu d'une prétendue loi de l'histoire ressortit à ce genre d'idéologie, car elle n'a de sens que parce qu'elle absolufie un aspect particulier, à savoir, suivant les doctrines, une classe particulière, la liberté entendue dans un sens libertaire, l'égalité entendue au sens de l'égalitarisme, la gestion ou l'autogestion, etc. Il est à remarquer qu'on ne trouve pas chez Marx par exemple une analyse du phénomène politique pas plus d'ailleurs que du droit ou de la religion. En faire une aliénation, ou ce qui revient au même une superstructure, c'est considérer le politique par rapport aux conditions matérielles qui lui sont

Dit artikel uit Res Publica is gepubliceerd door Boom bestuurskunde en is bestemd voor anonieme bezoeker

extérieures, c'est-à-dire par rapport à autre chose que lui-même. Ainsi que nous l'avons vu, même la technique qui plonge la politique dans la détresse ne parvient pas à limiter son action. La dissuasion neutralise des puissances politiques déterminées, mais non point la politique. Elle est une essence, ce qui veut dire que la mort du politique suppose la disparition de la société et au bout du compte celle de l'homme même.

★